

« La culture contre l'art »

Claude Des Landes

Number 57, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/27330ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

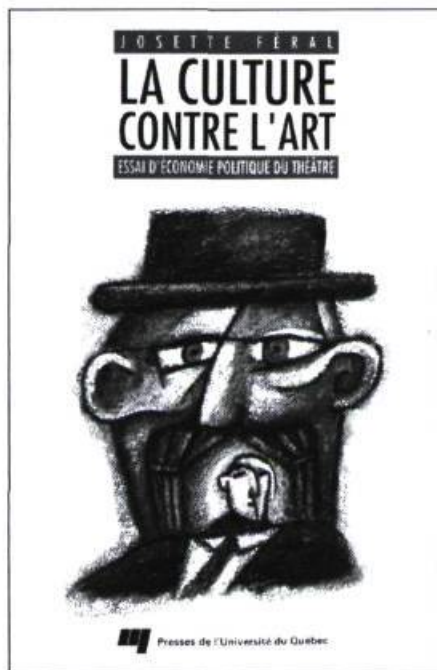
[Explore this journal](#)

Cite this review

Des Landes, C. (1990). Review of [« La culture contre l'art »]. *Jeu*, (57), 208–211.

enviable dont il jouit maintenant. Il manque cependant un volet sur l'organisation de la profession de marionnettiste et sur le rôle essentiel joué par l'Association québécoise des marionnettistes, que l'auteure remercie pourtant brièvement à la fin du recueil, pour avoir «mis à [s]a disposition une partie de la documentation sur les troupes du Québec» (p. 191). Enfin, la part peut-être excessive qu'accorde l'auteure à ses propres réalisations la place personnellement dans une situation difficile, piège qu'elle aurait dû prévoir et éviter.

michel vaïs



«la culture contre l'art»

Essai d'économie politique du théâtre, de Josette Féral.
Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1990, 346 pages.

des chiffres et des symptômes

Car la liberté politique,
comme toutes les libertés,
dépend de l'économique.
Bertolt Brecht

Le titre même de l'ouvrage, *la Culture contre l'art*, contient déjà en quelque sorte les prémisses et la conclusion de l'essai de Josette Féral sur l'économie politique de notre théâtre, telle que vécue depuis les vingt dernières années. En premier lieu, l'auteure définit les termes *culture* et *art*, en situant historiquement leur étymologie et en décrivant l'évolution de leur signification jusqu'à nos jours. Elle tente de circonscrire le concept de culture dans son cheminement temporel, que ce soit d'un point de vue sociologique, philosophique ou politique.

Au fil des dérives de sa signification, la culture aurait abouti à une sorte d'agglutination, de superposition des valeurs qui, sous les impératifs économiques de l'État, auraient neutralisé, pour ne pas dire évacué, un des principes premiers de l'existence culturelle d'une société, soit celui de la création, dans toutes les voies empruntées par l'expression artistique : «La culture n'existe plus [...]. À cette notion abstraite, les organismes gouvernementaux ont préféré un concept plus concret [...]. Le culturel entre dans le domaine de l'économique.» (p. 32)

Davantage préoccupé par la rentabilité politique que desservirait la démocratisation des biens culturels mis à la disposition du citoyen-consommateurs, l'État aurait choisi de devenir un gestionnaire d'*affaires culturelles* qui fonde ses pouvoirs sur les institutions ou les structures dans lesquelles il investit ses subventions. La

culture a perdu sa raison d'être au profit d'interventions au coup par coup, de programmes qui se quantifient en termes de productions, d'événements et de spectateurs. Plus rentables parce que plus visibles à courte échéance, les moyens choisis par les ministères pour agir dans le champ culturel démontrent combien «la véritable finalité de l'art semble [être] disparu[e]» (p. 37) des préoccupations de l'État.

Dans le chapitre suivant, intitulé «Les pratiques culturelles», l'auteure analyse le développement et la croissance des compagnies de théâtre en fonction de leur genre, de la capacité de leur salle, du nombre de représentations et de leurs revenus. Elle scrute aussi le comportement des spectateurs, d'une part en considérant le niveau de fréquentation et, d'autre part, en comparant cette incidence avec celle des autres formes de spectacles ou d'activités de loisir.

À la lumière des statistiques compilées, il appert que, parmi les autres pratiques artistiques (opéra, danse, musique), c'est le secteur du théâtre qui, à la fois, comprend le plus de compagnies, attire le plus de spectateurs, génère le plus de fonds au guichet et... reçoit, en pourcentages comparés, le moins d'aide des organismes subventionneurs. Des données rassemblées ici, deux phénomènes notables ressortent : le déferlement des jeunes compagnies et la progression constante du nombre de représentations offertes par les groupes de théâtre pour enfants. Ces deux facteurs ont pour effet d'attirer un nombre croissant de spectateurs qui vient contrebalancer la perte de vitesse dans les activités des grandes ou moyennes compagnies. Si l'on tient compte de l'aspect nettement plus original du travail de ces deux dernières catégories, et de leur rendement productif, il faut ajouter que ce sont les deux dernières qui, globalement, se prévalent de la majeure partie de l'enveloppe budgétaire des subventions.

Dans un autre chapitre, peut-être le plus révélateur et sûrement le plus significatif, eu égard aux arguments avancés dans sa recherche, Josette Féral dresse les *comptes de la nation*. Elle expose la répartition des dépenses culturelles assumées par les divers paliers gouvernementaux, tant au

Québec que dans les autres provinces. Dans le cas qui nous touche plus particulièrement, c'est le Québec qui, aujourd'hui, accorde le pourcentage le plus élevé de son budget national à la culture. Alors qu'il aura fallu attendre jusque vers 1975 pour que le ministère des Affaires culturelles soit doté d'une enveloppe réelle afin d'intervenir de façon dynamique dans le développement artistique, le Conseil des arts du Canada se verra freiné dans son action à partir des années 1980. C'est vers cette même période que le ministère des Communications fédéral inaugurerait ses propres programmes de subventions; privilégiant une action ponctuelle, à caractère nettement politique, ce ministère s'attacherait à faire naître dans le milieu un esprit d'entrepreneuriat en favorisant la productivité aux dépens du ressourcement et de la viabilité des arts eux-mêmes.

En prenant en ligne de compte que le secteur culturel occupait en 1985 la quatrième place pour le nombre d'emplois et que cette «industrie» générait alors plus de 11,2 milliards de dollars de revenus, la portion des dépenses culturelles canadiennes ne représentait toujours que 0,6% des dépenses générales brutes du pays. Quand au Conseil des arts, son budget n'occupait, en 1987-1988, que 5,4% de l'ensemble des dépenses culturelles fédérales.

Pour leur part, les municipalités semblent afficher une absence de politiques culturelles définies : «La culture est surtout un atout touristique [...]. Les arts, et tout particulièrement les arts d'interprétation, y sont un moyen d'attraction et de divertissement» (p. 117). Même si nous savons que Montréal a depuis peu prêté plus d'attention aux arts, le tableau des dépenses relatives à la culture des administrations municipales révèle qu'en 1983-1984 celles-ci versaient en Ontario 261,5 millions de dollars, et au Québec, 49,6 millions de dollars.

La deuxième moitié de l'ouvrage est consacrée à l'histoire des organismes de subventions; y est décrit de façon exhaustive l'éventail des programmes mis sur pied au fil des années pour répondre aux besoins des artistes professionnels; dans bien des cas, nous permettrons-nous de

commenter, ceux-ci furent conçus pour colmater des brèches alors qu'il aurait été nécessaire d'innover. Dans son enquête méthodique, reposant toujours sur des informations financières précises, l'auteure n'oublie aucune structure d'intervention, que ce soit le Secrétariat d'État ou le ministère des Affaires extérieures, au niveau fédéral, ou le ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, et le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, au niveau provincial. Elle détaille les caractéristiques de chaque programme et étaye ses exposés de graphiques qui éclairent à juste titre la réalité des faits. Sans vouloir faire reproche à l'auteure qui a su documenter sa recherche avec autant de minutie, notons au passage une inexactitude, soit l'attribution du Programme international (artistes invités) à l'Office des tournées du Conseil des arts du Canada, alors qu'il est du ressort financier du ministère des Affaires extérieures.

Dans un premier temps, alors que le Québec se trouvait sans moyens pour endosser l'implantation solide des quelques compagnies qui existaient déjà depuis plus de vingt-cinq ans, et dans un deuxième temps, il y a quinze ans, alors que le Conseil des arts du Canada souffrait déjà d'un manque de ressources pour parrainer l'émergence des jeunes compagnies, les gouvernements n'ont pas seulement failli à leur responsabilité de soutenir les efforts de création des artistes de la scène, mais ils n'ont pas su non plus rattraper l'écart grandissant entre la demande et les fonds mis au service de la culture par le Trésor public. Rien n'y a fait, ni les renseignements colligés dans les «livres» aux couleurs de l'arc-en-ciel déposés par les commissions d'étude qui se sont succédé, ni les doléances exprimées par les associations artistiques.

L'infrastructure entière de la productivité théâtrale a changé; l'ampleur des activités de la scène, sur un plan national comme international, a modifié l'équilibre de l'échiquier. Incapables de suivre le cours du panorama théâtral qui s'élargit d'année en année, les ministères et autres agences concernées ne sont plus en mesure de prévoir l'avenir et, encore moins de pourvoir aux besoins de la masse des requérants légitimes qui frappent à leurs portes. À la multiplication des program-

mes imaginés pour endiguer la débâcle, correspond une fragmentation des budgets; il en résulte également une modicité dans les octrois versés à chacune des catégories d'artistes ou de groupes admissibles.

Parallèlement à la synthèse de son étude, la conclusion de l'auteure comporte des suggestions qui sont autant de questionnements soulevés au sein même des bureaux des fonctionnaires gouvernementaux. Sans apporter des éléments de réponse vraiment neufs, ses réflexions ont le mérite de bien exposer les enjeux. Elle dresse un constat éloquent sur la situation du théâtre au Québec. De toute évidence, l'État est devenu le mécène presque exclusif de l'activité culturelle québécoise et canadienne. Malgré les revendications répétées des artistes, le fossé s'agrandit de jour en jour entre les soutiens apportés à la culture populaire et à la recherche purement artistique. Nonobstant la panoplie des programmes visant à consolider les acquis, à créer des lieux de diffusion, à fournir des instruments opérationnels pour administrer les entreprises, l'État a institué des rapports entre les structures et les créateurs qui laissent peu de marge de manœuvre pour expérimenter de nouveaux axes de développement.

L'auteure aborde en outre un sujet controversé, s'il en est un dans la présente conjoncture, soit la délicate question de l'élimination naturelle : le surpeuplement du milieu en regard des possibilités du marché et du potentiel financier des gouvernements. L'heure des choix est arrivée. La rationalisation s'impose donc dans «l'édification d'une politique proprement artistique» et devrait entraîner une distinction dans l'utilisation des budgets en fonction de ce qui revient à l'art et à la culture; des critères précis devraient être établis afin de s'ajuster plus adéquatement aux besoins matériels des divers types de compagnies, selon leurs orientations spécifiques et les étapes de leur évolution.

Se gardant bien de vouloir trancher dans le périlleux débat sur la qualité esthétique des groupes, l'État préfère parler de «rendement» artistique; il opère indirectement des choix en favorisant l'émancipation de ceux qui sont les

mieux équipés pour s'adapter aux modèles de fonctionnement empruntés au monde des affaires : « Cette tendance [...] dans tous les organismes de soutien aux arts [...] met en lumière un lent mais sûr mouvement de désengagement de l'État dans les dossiers artistiques. » (p. 316)

Acculées à la crise actuelle qui règne dans le domaine des arts, les instances gouvernementales n'auront d'autre choix, conclut Josette Féral, que de formuler une « politique cohérente » en distinguant « ce qui relève de l'art et ce qui relève de la culture » (p. 318).

Il serait injuste, ou pour le moins incorrect, de croire que nous avons rendu compte entièrement de la richesse des informations livrées par l'auteure dans cet essai. Le travail gigantesque de Josette Féral a, entre autres, le mérite de réunir en un seul volume à peu près toutes les données (éparses jusqu'ici) disponibles sur la situation économique de la culture et de la pratique des arts au Canada, depuis les vingt dernières années. Évitant de tomber dans des polémiques qui devraient avoir cours dans un contexte journalistique, son étude a la qualité d'analyser de façon la plus objective possible les liens qui se sont tissés entre l'État et le milieu culturel. Et l'auteure fait montre d'une pensée rigoureuse.

S'il est louable de sa part de s'en tenir aux préceptes académiques qui sous-tendent ce genre de recherche, n'aurait-il pas été souhaitable toutefois que son discours se réfère davantage aux points de vue des théâtres et de leurs responsables eux-mêmes : est-ce par manque de familiarité avec le milieu ou par crainte de diluer la portée rationnelle de sa démonstration? N'aurait-il pas été intéressant d'interroger plus à fond les positions prises par une agence gouvernementale comme le Conseil des arts du Canada pour tenter d'éviter l'intrusion du politique dans la conduite de ses affaires? Et ainsi mieux juger de la pertinence de ses choix artistiques?

Aussi bien documentés que soient ses propos sur la distinction à faire entre art et culture, ceux-ci reflètent un courant de pensée généralisé chez la majorité des sociologues contemporains; de même que, si la banalisation de l'art, sujet répan-

du jusque sur les marchés boursiers, constitue un phénomène à l'échelle mondiale, n'y aurait-il pas eu place pour mettre en relief les facteurs de cet engouement de la pensée créative par la culture nord-américaine qui nous submerge? Même si, aux yeux de l'auteure, l'apport des entreprises privées constitue un bien faible pourcentage de participation aux activités artistiques, n'y aurait-il pas eu lieu d'en faire un bilan plus explicite?

Enfin, il nous aurait semblé justifié que, soutenant une thèse de nature économique, l'auteure ait d'abord jeté un regard du côté des influences qui ont entraîné ce basculement de l'objet artistique vers celui du culturel. Dans sa dialectique, la science économique appliquée au domaine des arts aura permis d'avancer des principes de gestion bénéfiques pour la conduite administrative des théâtres; toutefois, les écoles de pensée en cette matière auront, malgré leurs compétences, institué une terminologie pragmatique qui, dans la bouche des bureaucrates, se sera transformée en un lexique rigide propre à réduire, entre autres, le rôle des directions artistiques de compagnies à un simple coefficient de réussite ou d'échec. Force de loi, l'économie a fait sienne l'expression artistique en la dotant d'une qualité administrative trop souvent unidimensionnelle. Cette inflation exagérée dans les prérequis organisationnels est venue fausser le paysage théâtral et, en moult occasions, a fait dévier l'*aventure théâtrale* de son essence première. De service public que se proposait de devenir le théâtre, celui-ci s'expose aujourd'hui à entrer dans la chaîne commerciale des produits dérivés de l'industrie culturelle.

Si grave que soit la crise financière qui sévit dans le théâtre et les arts en général au Canada, on ne peut imputer uniquement cette situation à l'intérêt mitigé que leur manifestent les gouvernements; celle-ci est symptomatique de l'attitude de notre société à l'endroit de la création et, encore plus, en cette fin de siècle, de l'imaginaire uniformisé de notre civilisation.

claudes des landes